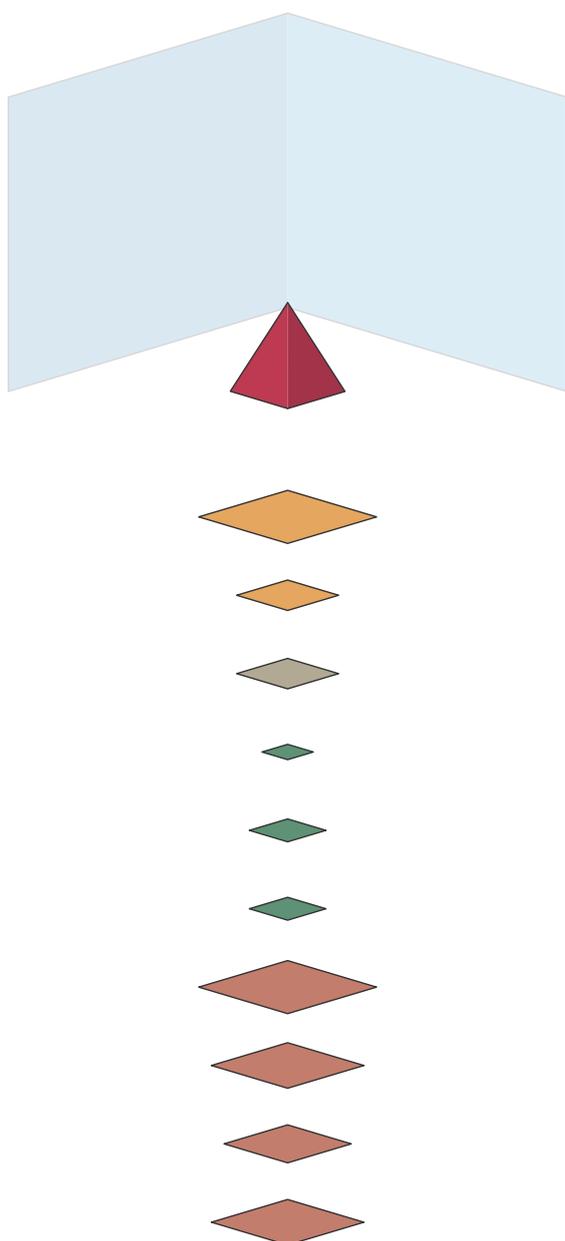


LUXEMBOURG



2,36 SCORE DE CRIMINALITÉ

185^e sur 193 pays

43^e sur 44 pays européens

10^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS 2,35

TRAITE DES PERSONNES 3,50

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 2,00

TRAFIC D'ARMES 2,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 1,00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 1,50

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUELABLES 1,50

COMMERCE D'HÉROÏNE 3,50

COMMERCE DE COCAÏNE 3,00

COMMERCE DE CANNABIS 2,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 3,00



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 2,38

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 1,00

RÉSEAUX CRIMINELS 2,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 1,50

ACTEURS ÉTRANGERS 5,00



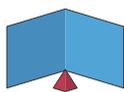
7,50 SCORE DE RÉSILIENCE

15^e sur 193 pays

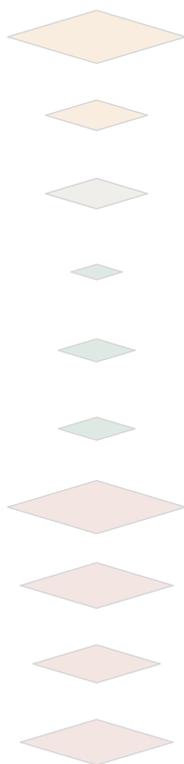
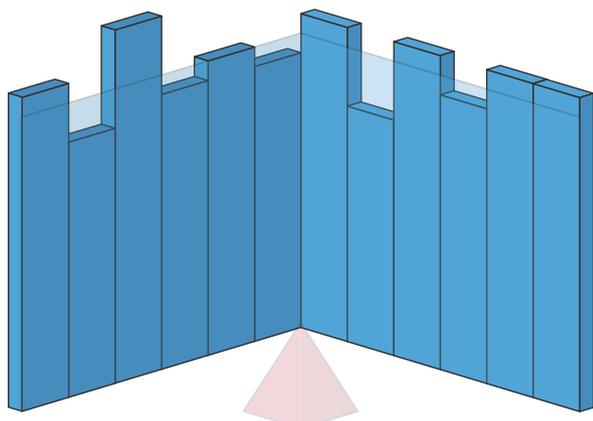
10^e sur 44 pays européens

5^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest





LUXEMBOURG



7,50

SCORE DE RÉSILIENCE

15^e sur 193 pays

10^e sur 44 pays européens

5^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **8,00**

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ
DU GOUVERNEMENT **6,50**

COOPÉRATION INTERNATIONALE **9,00**

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **7,00**

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **7,50**

FORCES DE L'ORDRE **7,00**

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **8,00**

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT **6,00**

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **8,00**

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **7,00**

PRÉVENTION **8,00**

ACTEURS NON ÉTATIQUES **8,00**



2,36

SCORE DE CRIMINALITÉ

185^e sur 193 pays

43^e sur 44 pays européens

10^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS **2,35**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **2,38**



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le marché de la traite des personnes est en plein essor au Luxembourg, les trafiquants exploitant de plus en plus les travailleurs étrangers vulnérables à des fins sexuelles. Les victimes occupent souvent des emplois précaires dans les secteurs du bâtiment et de l'hôtellerie, et de nombreux ressortissants portugais, attirés par la promesse d'un emploi, sont contraints au travail forcé. Un réseau d'esclavage moderne actif a été découvert dans la ville touristique de Vianden en juillet 2020.

Le marché du trafic d'êtres humains au Luxembourg semble négligeable. Un individu a toutefois été emprisonné pour avoir dirigé une opération de trafic d'êtres humains au Luxembourg entre 2015 et 2017, ce qui laisse supposer l'existence d'un marché dans une certaine mesure.

COMMERCE

Si le marché illicite des armes à feu est très restreint au Luxembourg, les ventes d'armes sont généralement le fait de groupes criminels organisés transnationaux. En 2016, les autorités luxembourgeoises ont démantelé un atelier illicite de remise en état d'armes à feu slovaques destinées à être revendues sur le marché européen. Soixante-dix personnes ont été arrêtées. Chaque année, des armes sont saisies par les autorités en lien avec le marché du trafic de stupéfiants. Malgré l'existence d'échanges illicites occasionnels d'armes à feu au Luxembourg, cette activité semble s'inscrire dans un réseau transnational plus large d'approvisionnement des pays voisins, et non dans le cadre d'un marché intérieur.

ENVIRONNEMENT

Il n'existe aucune preuve tangible de l'existence d'un marché de la criminalité liée à la flore ou à la faune au Luxembourg. Du caviar d'esturgeon aurait été importé illégalement et en grandes quantités dans le pays jusque vers 2013, mais rien n'étaye l'existence de tels flux récemment. Le marché illicite des produits non renouvelables est restreint en raison des performances environnementales élevées du pays, de son faible niveau de corruption et de l'éradication de son économie souterraine.

DROGUES

Le cannabis est la drogue la plus consommée au Luxembourg. Il représente 75,1 % du total des saisies de stupéfiants. Des réseaux de distribution plus organisés se sont développés, entraînant une plus grande disponibilité et une baisse des

prix de la drogue, qui provient principalement des Pays-Bas et du Maroc. Les jeunes sont les principaux consommateurs, et le Luxembourg envisage de légaliser la culture, la vente et la consommation de cannabis. Le marché de la cocaïne est également en plein essor, avec le développement de réseaux criminels organisés dans tout le pays. La drogue est principalement importée d'Amérique latine et transite par l'Europe de l'Ouest, bien que des groupes criminels ouest-africains aient également défini des itinéraires vers et via le Luxembourg. Avec la consolidation des réseaux criminels sur le marché de la cocaïne, la disponibilité de la drogue a augmenté et son prix a baissé. Les saisies sont passées de 190 kg en 2015 à 347 kg en 2018.

Le Luxembourg est un pays de transit et de destination de l'héroïne. Le marché est de moyenne envergure. La demande, de même que les saisies, sont restées constantes pendant deux décennies, mais la demande a légèrement augmenté ces deux dernières années. Le Luxembourg n'est pas un acteur clé, mais est un pays consommateur situé sur les principaux axes de transit. La plupart des trafiquants de drogue opérant dans le pays sont originaires d'Afrique du Nord. En tant que haut lieu de la finance, le Luxembourg pourrait jouer un rôle central dans le blanchiment des revenus tirés du trafic d'héroïne. Le marché des drogues de synthèse est limité au Luxembourg, et les saisies de MDMA et de substances de type amphétamine fluctuent selon les années. Si la consommation de drogues de synthèse est peu observée dans le pays, les services de santé ont signalé une augmentation de la consommation chez les adolescents. La Belgique est le principal pays d'origine des drogues de synthèse, qui sont commercialisées à des prix très abordables au Luxembourg.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Aucun groupe de type mafieux national n'opère au Luxembourg. Des réseaux criminels non structurés sont présents dans le pays, en particulier dans la capitale et dans le quartier de la gare, même si des réseaux de trafic de stupéfiants organisés opèrent à l'échelle nationale et touchent même les villes de moindre envergure. Les groupes criminels ouest-africains ont renforcé leur contrôle sur le trafic de drogue au Luxembourg et, selon la police, les actes de violence résultant de leurs activités ont atteint des niveaux élevés. Comme de nombreux réseaux criminels sont transnationaux, les criminels ne sont souvent pas luxembourgeois.

La plupart des réseaux criminels opérant sur les marchés illicites luxembourgeois sont transnationaux et, bien que leur activité soit limitée, le degré de contrôle des autorités

sur leurs activités n'est pas clair. Comme le révèle l'enquête Luxleaks, les services fiscaux luxembourgeois sont accusés de mener des politiques agressives de dumping fiscal qui,

ajoutées à la législation luxembourgeoise en matière de finances et de commerce, facilitent les activités criminelles telles que l'évasion et la fraude fiscales.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le crime organisé n'est pas un enjeu majeur de politique publique au Luxembourg. Le Luxembourg est un pays très stable, et la confiance de la population envers le gouvernement est particulièrement élevée. Bien que le niveau de corruption soit très faible et que l'État fasse efficacement évoluer ses politiques, le cadre juridique en lien avec l'accès à l'information manque cruellement de substance. La lutte contre la corruption est de la responsabilité de la police et du parquet. Le Luxembourg dispose d'un comité horizontal pour la prévention de la corruption, mais pas d'un bureau indépendant spécialisé dans la lutte contre la corruption. Les pouvoirs publics organisent régulièrement des ateliers sur la corruption avec le concours du secteur privé, et soutiennent financièrement Transparency International.

Le Luxembourg coopère de longue date et régulièrement à l'international. Les forces de l'ordre participent efficacement et dans une large mesure aux efforts de coopération internationale pour lutter contre la criminalité transnationale par le biais, notamment, d'Europol, d'INTERPOL et du Système d'information Schengen. Le Luxembourg est un partenaire international engagé. Les législateurs luxembourgeois prennent au sérieux la lutte contre la traite et l'exploitation des personnes, et ont mis en place divers plans d'action et lois pour criminaliser, poursuivre au pénal et, espérons-le, décourager cette pratique. Cependant, malgré la mise en place de quelques politiques, le Luxembourg n'a pas ratifié le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, et davantage de mesures pourraient être adoptées pour restreindre le financement de la production et du transfert d'armes illicites. Le Luxembourg est l'un des premiers pays d'Europe qui prévoit de légaliser la culture, la vente et la consommation de cannabis. Des mesures ont également été prises pour renforcer l'application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, avec la création d'un comité national de coordination visant à renforcer les sanctions prises contre le commerce illégal et à financer davantage la lutte contre la criminalité liée à la faune et à la flore.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

La Direction du Service de Police Judiciaire coordonne les activités judiciaires au niveau national et international, et dispose d'un département qui se consacre aux drogues, au crime organisé et à la lutte contre le terrorisme. Rien n'indique que le système judiciaire ait été corrompu par le crime organisé. Le Luxembourg compte deux prisons, qui accueillent 700 détenus principalement pour des délits liés aux stupéfiants, et une troisième est en construction. Le Service de renseignement de l'État est le service de renseignement intérieur du Luxembourg, chargé de répondre aux menaces que fait peser le crime organisé. Le Luxembourg compte huit unités de détection et de répression du trafic de stupéfiants, dont la majorité relèvent du ministère de la Sécurité intérieure, et le pays figure parmi ceux comptant le plus d'agents affectés à ces missions par habitant en Europe.

En tant que membre de l'espace Schengen, le Luxembourg a des frontières relativement ouvertes, mais cela n'accentue pas sa vulnérabilité à divers flux criminels, et l'intégrité territoriale est préservée. La police grand-ducale est responsable du contrôle des frontières et, selon certains rapports, l'efficacité de la sécurité aux frontières compterait certaines lacunes. Suite à la fermeture des frontières et au confinement engendrés par la pandémie de COVID-19, les trafiquants de drogue auraient recentré leurs activités transnationales sur le marché intérieur.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Luxembourg est le principal centre de gestion de patrimoine de la zone euro, et se classe parmi les premiers pays au monde pour les activités de fonds d'investissement, ses services financiers représentant 25 % du PIB. En 2014, des multinationales auraient fait transiter des centaines de milliards de dollars par des sociétés boîtes aux lettres dans le pays pour économiser des milliards d'impôts au Luxembourg et ailleurs. Malgré cela, l'État ne figure pas sur la liste noire des paradis fiscaux de l'UE, bien que la Commission européenne ait renvoyé le Luxembourg devant la Cour de justice pour n'avoir pas pleinement mis en œuvre les règles de l'UE en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Le Luxembourg est considéré comme

présentant un risque modéré de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

Rien n'indique que l'environnement réglementaire ait été corrompu au Luxembourg. Les entreprises nationales et étrangères peuvent opérer à l'abri de toute activité criminelle, et les droits de propriété sont respectés. Le pays obtient des résultats modérément bons en matière de facilité à exercer des activités, ce qui témoigne d'un environnement réglementaire économique propice aux affaires. La criminalité financière est le marché illégal prédominant au Luxembourg, des sociétés, pour l'essentiel multinationales, tirant parti des lois fiscales luxembourgeoises.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Il n'existe pas de système d'orientation officiel permettant aux victimes de la traite des personnes d'accéder aux services de police ou à d'autres autorités publiques, mais il existe une feuille de route pour la coopération entre les différentes parties prenantes concernant le processus de détection et d'identification. Les hébergements dédiés aux victimes ne sont pas proposés sur le long terme au Luxembourg, mais le pays a mis en place une politique qui empêche les victimes de la traite d'être punies pour des actes illégaux commis en conséquence directe de cette pratique. Le Luxembourg se conforme à moins de la moitié des mécanismes standards internationaux d'aide aux victimes de l'esclavage moderne.

Des « comités de prévention » municipaux, auxquels prennent part les autorités locales, les forces de police et des ONG spécialisées, opèrent dans les grandes villes. La mise en place de salles de consommation de drogues a renforcé l'implication des autorités municipales. Cependant, en juin 2020, les problèmes de drogue survenus suite à l'assouplissement du confinement lié à la pandémie de COVID-19 ont conduit le ministre de la Justice à souligner la nécessité de dépasser le cadre de la répression et de reconnaître que les phénomènes criminels relèvent de la sphère socio-politique. Le gouvernement mène de vastes campagnes de sensibilisation à la traite des personnes, et offre une formation aux agents du secteur public.

Le gouvernement est ouvert et coopératif. Il œuvre aux côtés d'ONG à la lutte contre le crime organisé, et de nombreuses ONG sont impliquées dans la prévention de la toxicomanie. Le Luxembourg dispose d'une presse libre, qui ne souffre d'aucune censure, mais l'environnement médiatique s'est récemment détérioré car les médias peuvent être réduits au silence par des intérêts économiques spécifiques.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.